

Référendum au Burundi : la police met en garde ceux qui militent pour le «non»

@rib News, 14/02/2018 Source AFP La police burundaise a implicitement menacé d'arrestation ceux qui font campagne pour le "non" au référendum constitutionnel tré contesté prévu en mai et qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. [Photo : Pierre Nkurikiye, le porte-parole de la police.]

Je lance un avertissement et une mise en garde à toute personne qui par son action ou son verbe, tentera d'entraver le processus (...), particulièrement la jeunesse qui est trompée par certains politiciens, a lancé sur un ton solennel Pierre Nkurikiye, le porte-parole de la police, dans une vidéo postée mardi sur le site de la radio-télévision nationale. Les plus récents ce sont les élèves et un instituteur qui ont été arrêtés hier (lundi) et aujourd'hui (mardi) à Ngozi (pays du Nord), dans la commune Nyamurenza. (Ils) passaient d'une maison à une autre vers 18h00 pour enseigner aux gens à voter "non", a-t-il ajouté. Au total, un professeur de collège et quatre lycéens et collégiens ont été arrêtés pour, depuis trois jours, un des collégiens ayant été appréhendé et menotté alors qu'il se trouvait en classe, selon une source administrative et des témoins. Le gouvernement a lancé le 12 décembre une "campagne d'explication" autour de la réforme constitutionnelle. Mais la campagne officielle ne commencera que deux semaines avant le référendum, et personne n'est encore autorisée à défendre ouvertement le oui ou le non. L'opposition dénonce un "deux poids-deux mesures flagrant", estimant que les ministres et responsables du parti au pouvoir (Cndd-FDD) n'hésitent pas à faire campagne pour le oui. Au moins 50 militants d'opposition, issus essentiellement des ex-rebelles des Forces nationales de libération (FNL) d'Agathon Rwasa, selon ce mouvement et la presse locale, ont été arrêtés sous l'accusation de promouvoir le "non", depuis le début de la campagne d'explication pour ce référendum. La plupart de ces arrestations ont été le fait des Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD qualifiés de milice par l'ONU, qui sont impliqués dans le maintien de l'ordre, surtout dans les zones rurales, selon les médias locaux et des ONG. Le gouvernement a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution, soumis au référendum, qui permettrait au président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. Toute l'opposition burundaise est venue debout contre une révision constitutionnelle qui "va signer la mort" de l'Accord de paix signé en 2000 à Arusha, lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006) ayant fait plus de 300.000 morts. L'annonce en avril 2015 de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat controversé avait ouvert une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});